

## Burundi : L'aide au développement remis en cause

France 24, 11/05/2015 A un mois de la présidentielle au Burundi, les Occidentaux haussent le ton. Les pays occidentaux ont haussé le ton, lundi, demandant un report des élections au Burundi. Le pays est secoué depuis le 26 avril par de sanglantes manifestations contre un troisième mandat du président Nkurunziza. Un report des élections ou rien ! L'Union européenne, Koen Vervaeke, a demandé au Burundi, lundi 11 mai, au nom de la Suisse, mais aussi des États-Unis, de repousser les scrutins législatifs et présidentiels prévus en mai et en juin. Ce fait plus de deux semaines que ce pays d'Afrique centrale est secoué par un mouvement opposé à un troisième mandat du chef de l'État sortant, réprimé par le sang.

"Nous encourageons fortement le gouvernement burundais à prendre des mesures d'apaisement et l'idée d'un glissement du calendrier électoral serait à nos yeux une bonne chose", a déclaré Koen Vervaeke. La Belgique suspend son aide, les Pays-Bas et la Suisse aussi. Alors que les opposants à Nkurunziza sont descendus pour le treizième jour dans la rue, la Belgique, via son vice-Premier ministre et chef de la Coopération au développement, Alexander De Croo, a affirmé geler "un budget de deux millions d'euros prévu pour soutenir les élections". Premier partenaire bilatéral du processus électoral et ancienne puissance colonisatrice du Burundi, la décision de la Belgique est un signe fort. Elle a été imitée dans la foulée par les Pays-Bas et la Suisse qui ont également décidé de suspendre leur aide électorale. La Belgique soutient qu'une des causes de la sanction serait les 11 manifestants abattus par la police, "alors qu'elle n'était pas en situation de légitime défense" rapportés par le Haut Commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies. Suspension veut dire que ce n'est pas définitif", a toutefois précisé le ministre burundais des Relations extérieures, Laurent Kavakure. "Nous avons commencé à prendre certaines mesures pour améliorer la situation et nous sommes déterminés à créer les conditions pour des élections libres, transparentes et apaisées". Campagne engagée malgré sanctions Alexander De Croo a relevé que la mission d'observation électorale de l'Union européenne au Burundi avait pris les devants la semaine dernière, en jugeant que "les conditions pour des élections libres n'étaient pas réunies pour l'instant". L'UE et les États-Unis ont d'ailleurs demandé au pays un report des élections, selon des diplomates. Pour autant, pas question pour Bujumbura de repousser ce scrutin : la campagne électorale des législatives et communales du 26 mai, qui précèdent la présidentielle du 26 juin, a été officiellement ouverte dimanche au Burundi. La situation ne semble pas en voie d'amélioration : samedi, les autorités burundaises ont sommé les manifestants de cesser "immédiatement" et "sans condition" le mouvement et demandé aux forces de sécurité de "démolir" toutes les barricades sous 48 heures. Les manifestants affirment, pour leur part, avoir remplacé leurs barricades par des "postes de contrôle", pour filtrer les mouvements et paralyser la capitale. Un sommet de la Communauté d'Afrique de l'Est - Burundi, Rwanda, Kenya, Ouganda, Tanzanie - est prévu mercredi à Dar al-Salam, capitale tanzanienne, sur la crise burundaise. Avec AFP